

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 29/01/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### STOCA

3 chemin du Génie  
69200 Vénissieux

Références : UD-R-CTESSP-25-27-AL  
Code AIOT : 0006103846

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2025 dans l'établissement STOCA implanté 3 chemin du Génie 69200 Vénissieux. L'inspection a été annoncée le 13/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la visite du 19/03/2024, l'Inspection a constaté que l'exploitant n'avait pas encore entièrement satisfait à la mise en demeure du 12/04/2022 s'agissant du dispositif de confinement des eaux d'extinction d'incendie. L'exploitant a été rendu redevable, par arrêté du 17/05/2024, d'une astreinte journalière jusqu'à satisfaction de cette mise en demeure.

De plus, suite aux constats effectués lors de cette visite, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté du 17/05/2024 de mettre en œuvre une solution technique permettant d'empêcher, y compris en cas d'incendie, tout effluent ou écoulement accidentel susceptible d'être pollué d'atteindre les eaux souterraines via le puits présent sur le site.

L'objectif de la visite du 22/01/2025 était de contrôler les mesures mises en œuvre par l'exploitant

pour satisfaire à ces mises en demeure.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STOCA
- 3 chemin du Génie 69200 Vénissieux
- Code AIOT : 0006103846
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société STOCA est une entreprise familiale (environ 15 salariés) dont l'activité est le traitement thermique et le traitement de surfaces des métaux.

L'exploitation de l'établissement a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1995 modifié en dernier lieu par l'arrêté du 7 juin 2005, pour la rubrique 2565-2-a de la nomenclature des ICPE (traitement des métaux par voie électrolytique ou chimique). Cette activité relève désormais du régime de l'enregistrement et l'établissement comporte également des activités relevant du régime de la déclaration pour plusieurs autres rubriques.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                               | Référence réglementaire                        | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|--|--|--|-----------------------|
| 1  | Prévention des pollutions – Protection du puits | AP de Mise en Demeure du 17/05/2024, article 1 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Levée de mise en demeure                            | Astreinte  | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle             | Référence réglementaire   | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------------------|---|--|-------------------|
| 2  | Risque incendie – Désenfumage | Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article annexe I § 2.4.2 et 2.4.3 | Avec suites, Demande d'action corrective   | Sans objet        |
| 3  | Risque incendie               | AP de Mise en   | Avec suites, Astreinte   | Levée d'astreinte |

| N° | Point de contrôle               | Référence réglementaire          | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------------------|----------------------------------|---|-------------------|
|    | – Confinement des eaux incendie | Demeure du 12/04/2022, article 1 |   |                   |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors des visites précédentes, et au vu des réponses apportées entre ces visites, l'Inspection avait déjà constaté que l'exploitant a satisfait à la mise en demeure du 12/04/2022 s'agissant de la mise en place d'un dispositif d'obturation des réseaux d'eau de ruissellement. Au vu des constats effectués lors de la visite du 22/01/2025, l'exploitant a également satisfait à cette mise en demeure concernant le dispositif de confinement des eaux d'extinction d'incendie. **La mise en demeure du 12/04/2022 peut donc être levée et il est proposé d'abroger l'astreinte du 17/05/2024.**

En revanche, la visite du 22/01/2025 a permis de constater que l'exploitant n'a pas satisfait à la mise en demeure du 17/05/2024 concernant la protection du puits vis-à-vis des pollutions accidentelles (y compris en cas d'incendie). **Ce point fait l'objet d'une proposition d'astreinte journalière.**

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prévention des pollutions – Protection du puits

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/05/2024, article 1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque de pollution accidentelle   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 19/03/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Levée de mise en demeure</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 18/11/2024</li> </ul>  |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>La société STOCA est mise en demeure de respecter dans un délai de 3 mois les dispositions du paragraphe 4.8.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1995 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en mettant en œuvre une solution technique permettant d'empêcher, y compris en cas d'incendie, tout effluent ou écoulement accidentel susceptible d'être pollué d'atteindre les eaux souterraines via le puits, dans un délai de 3 mois ;</li> <li>- ou en de faire procéder au comblement du puits dans les règles de l'art, dans un délai de 6 mois.</li> </ul> |
| <b>Constats :</b> <p><u>Rappel des constats des visites précédentes :</u></p> <p>L'Inspection a constaté lors de la visite précédente que l'exploitant a satisfait à la mise en</p>   |

demeure du 24/08/2021 s'agissant de la protection du puits vis-à-vis du risque de perte de confinement des installations de déshydratation des boues industrielles. En revanche, il n'a pas satisfait à sa demande s'agissant de la mise en place d'un dispositif de protection tenant compte de la possibilité de confinement d'eaux d'extinction d'incendie dans cette zone. Ce point a fait l'objet de la mise en demeure du 17/05/2024.

Constats de la visite du 22/01/2025 :

L'Inspection a constaté que l'exploitant n'a pas protégé le puits vis-à-vis des eaux d'extinction d'incendie. Il a déclaré avoir interrogé un seul prestataire sans recevoir de proposition technique, et s'est interrogé pendant la visite sur l'étanchéité du dispositif actuel. Un test à l'eau a permis de confirmer la possibilité d'infiltrations dans le regard dans lequel se trouve la tête de puits.

Interrogée par l'exploitant, l'Inspection a confirmé qu'il pourrait dans un premier temps mettre en œuvre une solution technique temporaire, sous réserve que celle-ci reste efficace jusqu'à la mise en œuvre de la solution technique pérenne qu'il aura retenue pour garantir la protection du puits.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas abandonné la possibilité évoquée lors des visites précédentes de réutiliser le puits et qu'il ne souhaite donc pas le faire combler.

L'Inspection estime nécessaire de rendre l'exploitant redevable d'une astreinte afin de le contraindre au respect de la mise en demeure du 17/05/2024. D'après les comptes annuels publiés, le résultat net de la société STOCA varie de 185 k€ à 420 k€ entre 2020 et 2023. Le montant de 100 €/jour apparaît adapté et proportionné aux enjeux, compte tenu du risque de pollution des eaux souterraines en cas de sinistre, de la situation financière de la société et du caractère coercitif que doit présenter la sanction.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°1:** L'Inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre une solution technique permettant d'empêcher, y compris en cas d'incendie, tout effluent ou écoulement accidentel susceptible d'être pollué d'atteindre les eaux souterraines via le puits.

**Ce point fait l'objet d'une proposition d'astreinte administrative d'un montant de 100 €/jour, assortie d'un délai de sursis à exécution de 1 mois.** Si la mise en conformité est réalisée dans ce délai, aucun recouvrement ne pourra être opéré. Dans le cas contraire, le recouvrement de l'astreinte prendra effet à compter de sa date de notification à l'exploitant.

**Observation n°1:** L'Inspection rappelle que, le cas échéant, la réutilisation du puits devra faire l'objet d'un examen au cas par cas si la capacité de prélèvement est supérieure ou égale à 8 m<sup>3</sup>/h et, si la modification n'est pas substantielle, être préalablement portée à la connaissance de la préfète du Rhône avec tous les éléments d'appréciation. En tout état de cause, si l'exploitant ne confirme pas à moyen terme la réutilisation du puits en transmettant le dossier requis, l'Inspection jugera cet ouvrage abandonné et il devra être comblé dans les règles de l'art.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Risque incendie – Désenfumage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article annexe I § 2.4.2 et 2.4.3

|   |
|---|
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 19/03/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/06/2024</li> </ul>   |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>- Dispositifs de désenfumage en partie haute (surface utile d'ouverture d'au moins 2 % pour les installations relevant de la rubrique 2561).</p> <p>- Commande automatique (installations relevant de la rubrique 2561) et manuelle</p> <p>- Commande manuelle placées à proximité des accès</p> <p><i>S'agissant des lignes de traitement de surface (rubrique 2565.2), l'article 13 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 n'est pas applicable aux installations existantes et aucune disposition relative au désenfumage des locaux ne figure dans l'arrêté préfectoral du 20/11/1995 modifié.</i></p>  |
| <b>Constats :</b> <p><u>Rappel des constats des visites précédentes:</u></p> <p>Lors de la visite du 09/02/2022 puis du 13/06/2023, l'Inspection a constaté que le local accueillant les fours n'est pas équipé de dispositifs de désenfumage répondant aux dispositions des arrêtés ministériels du 30/06/1997 et du 27/07/2015 (rubriques 2561 et 2565.3).</p> <p>Lors de la visite du 19/03/2024, l'Inspection a constaté la présence des 2 exutoires de désenfumage dans le local accueillant les fours de traitement thermique, ainsi qu'une commande à l'entrée du bâtiment. Toutefois, au vu d'une fiche technique consultée avant la visite, l'Inspection a constaté que la superficie utile des ouvrants apparaît insuffisante. L'exploitant a confirmé ce point par message du 28/03/2024 (0,88m<sup>2</sup> de surface utile, soit 0,55% de la superficie du local de 160m<sup>2</sup> indiquée par l'exploitant), et a joint un devis mentionnant un délai de réalisation de 2mois.</p> <p><u>Constats de la visite du 22/01/2025:</u></p> <p>Par message du 07/01/2025, l'exploitant a informé l'Inspection que les travaux de mise en conformité ont été achevés le 18/11/2024. Il a transmis une facture datée du 27/11/2024 concernant la mise en place de 2 exutoires de désenfumage supplémentaires de surface utile unitaire 1,43m<sup>2</sup>, portant la surface utile totale à 3,74m<sup>2</sup> soit plus de 2% de la superficie du local. Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence de ces dispositifs et des commandes associées.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

N° 3 : Risque incendie – Confinement des eaux incendie

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 12/04/2022, article 1

|  |
|--|
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 19/03/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/11/2024</li> </ul>  |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>La société STOCA est mise en demeure de respecter les dispositions du paragraphe III de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans un délai de 2 mois, en mettant en place un dispositif d'obturation du réseau d'eaux pluviales, implanté de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels ;</li> <li>- dans un délai de 12 mois, en justifiant de la mise en place d'un dispositif de confinement des eaux d'extinction de dimensions adaptées.</li> </ul>  |
| <b>Constats :</b> <p><u>Rappel des constats des visites précédentes:</u></p> <p>Suite aux visites du 22/06/2021 et du 09/02/2022, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté du 12/04/2022 de mettre en place un dispositif d'obturation et de justifier de la mise en place d'un dispositif de confinement des eaux d'extinction de dimensions adaptées.</p> <p>Lors des visites du 13/06/2023 et du 19/03/2024, l'Inspection a constaté que l'exploitant a satisfait à cette mise en demeure s'agissant du dispositif d'obturation. S'agissant du dispositif de confinement des eaux d'extinction, l'Inspection a constaté la mise en place un batardeau amovible au droit du portail d'entrée et l'exploitant a justifié du volume de confinement disponible au regard du volume requis.</p> <p>Toutefois, l'Inspection a constaté lors de la visite du 19/03/2024 que l'imperméabilité de la rétention n'est pas assurée sur l'ensemble de son périmètre. Les éléments transmis par l'exploitant confirmaient que des travaux complémentaires étaient à prévoir pour garantir la rétention. Ce point fait l'objet d'une astreinte de 100€/jour, assortie d'un délai de sursis à exécution de 6mois (arrêté préfectoral du 17/05/2024, notifié le 27/05/2024).</p> <p><u>Constats de la visite du 22/01/2025:</u></p> <p>Par message du 07/01/2025, l'exploitant a informé l'Inspection que les travaux de mise en conformité ont été achevés le 21/11/2024. Il a transmis une facture datée du 26/11/2024 concernant les travaux réalisés (terrassement, reprise de tampon, reprise de l'enrobé, pontage de fissures, reprise de l'étanchéité des murets).</p> <p>Les constats de l'Inspection lors de la visite sont cohérents avec la liste de travaux mentionnée dans la facture transmise. Notamment, la paroi Ouest du site et le sol de la zone de stockage de produits chimiques ont été complétés.</p> <p>L'exploitant a donc satisfait à la mise en demeure du 12/04/2022 concernant le dispositif de confinement des eaux d'extinction d'incendie. La mise en conformité étant intervenue dans le délai de sursis à exécution de 6 mois, aucun recouvrement de l'astreinte du 17/05/2024 n'est à</p> |

|  |
|--|
| opérer et l'Inspection propose de l'abroger.     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite     |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée d'astreinte |